

LE CONGRÈS SOCIALISTE ET LA FAILLITE DES PARTIS...

Nous n'entendons pas ici nous joindre à ceux - de droite ou de gauche - qui par intérêt et souci d'électoralisme attendaient avec impatience une dislocation apparente de la S.F.I.O.

Les partis ne sauraient avoir tant de valeur à nos yeux, et nous les rejetons tous sans exception en tant qu'organisations destinées à faciliter la prise d'un pouvoir que nous jugeons néfaste, le gouvernement n'étant pas en mesure de résoudre la question sociale.

Après de vives discussions et d'après échanges de propos, les leaders de ce parti ont fini par trouver un *«modus-vivendi»* devant permettre à tous de cohabiter dans la même maison. Et, bien que le divorce moral entre les deux principaux *«courants»* soit effectif, on a sauvé les meubles. Le ministérialisme sait unir les politiciens quand leur place autour de l'assiette au beurre risque de se trouver compromise.

Mais revenons un peu en arrière, pour juger plus sainement. Le parti socialiste fut autrefois d'une certaine combativité, car il était loin du Pouvoir. Il commença d'abord par avoir ses députés, le marxisme estimant que le prolétariat peut œuvrer à son émancipation en participant à la gestion d'un État dont le rôle est de le tenir en laisse. En 1914, ramolli qu'il était déjà par l'action parlementaire, il entra de plain pied dans l'*Union Sacrée*... Son internationalisme s'évanouissait devant les *«nécessités nationales»*!

Après 1918, et malgré la scission qui aboutit à la création du parti communiste, le nombre de ses parlementaires alla en augmentant, et enfin en 1936, il était à la direction du gouvernement. Depuis, il n'a pas cessé d'être un parti de gouvernement (le parti communiste aujourd'hui n'a d'ailleurs plus rien à lui envier).

Alors qu'il est le gestionnaire de l'État, donc de l'économie bourgeoise, il prétend demeurer attaché aux intérêts des classes laborieuses. Il commet l'imposture de forger les chaînes d'un prolétariat qu'il se targue d'être en mesure de libérer. Il a un pied chez la bourgeoisie et l'autre chez le prolétariat. Position fautive s'il en est, mais inéluctable. Et c'est de là que vient tout le malaise de la S.F.I.O. Les adhérents sincères s'en rendent compte c'est pourquoi les dirigeants du parti, malgré les résolutions finales d'unanimité de façade, ont été désavoués par la grande masse des militants de base.

Dans les PRINCIPES adoptés, il reconnaît *«la réalité»* de la lutte de classes et rappelle qu'il n'a pas oublié le *«socialisme scientifique»*; et cependant il pratique la COLLABORATION DES CLASSES, condition première de la conservation du régime capitaliste, dont il constate la malfaisance et assure vouloir la disparition. Il déclare - parlant de l'Espagne - que le monde ne sera pas libre *«tant qu'un seul peuple demeurera opprimé»* et il fournit à l'État bourgeois un ministre des Colonies... Il précise que *«seul un internationalisme constructif apportera des solutions qui, dépassant le cadre national pour aller vers le fédéralisme, permettront la renaissance d'une classe ouvrière majeure, unie dans une nouvelle internationale et apte à sa mission historique»*, mais il se fait l'instrument d'une politique nationaliste à bien des égards et flirte avec le M.R.P.

Toutes les résolutions prises démontrent dans quelle impossibilité il se trouve de concilier les aspirations de liberté - voire l'idéalisme - d'un grand nombre de ses militants avec les dégradantes nécessités du pouvoir.

Quant à cette partie de la base, qui n'a pas perdu l'espoir en un devenir meilleur et n'est pas entièrement dégoûtée par tant de charlatanisme, elle chercherait en vain, dans ce parti comme dans n'importe quel autre, le remède à la crise dont elle souffre. Chaque parti porte en lui les germes de sa propre dégénérescence. La politique transforme les hommes, les corrompt. Le pouvoir les perd... Mais le plus grave dans la politique est qu'elle endorme les masses.

Et le Congrès socialiste n'a fait que confirmer nos dires. Ce n'est pas de l'action politique que les opprimés doivent attendre leur libération, mais de l'action directe révolutionnaire, de la GRÈVE GÉNÉRALE EXPROPRIATRICE. Cela, le Congrès socialiste ne l'a pas dit - car ce serait l'arrêt de mort du Parti.
